

Situation compliquée pour les pros du photovoltaïque

Du 21 au 23 janvier, la halle olympique accueillait Via Énergie, salon des économies d'énergies. Pendant 3 jours, les professionnels en terme de chauffage, d'isolation, de rénovation, d'énergies renouvelable étaient présents pour vous conseiller. Nous les avons interrogés sur les meilleurs choix à faire (lire encadrés ci-dessous). L'occasion également de faire le point sur une filière photovoltaïque menacée par les récentes décisions gouvernementales et un moratoire dont personne ne veut. Rencontre avec les principaux acteurs sur notre bassin.

Autour de la table ils sont 4. Il y a Stéphane Pollack ; Astréo basée à Bozel ; Nicolas Guettet : 1,2,3 solaires basée à Faverges ; Pierre Salles : Système solaire à Val d'Isère et enfin André Portier : Les techniciens du solaire à Chambéry. Concurrents de tous les jours, ils sont aujourd'hui solidaires face aux décisions prises par le gouvernement. Baisse du crédit d'impôt,

réduction du tarif de rachat de l'électricité provenant d'une installation... sont autant de coups portés à la filière. « Nous avons pris notre 1re claque en janvier avec une baisse des tarifs de rachat de l'ordre de 15% à 20% applicable dès le 14 janvier, suivie en août d'une deuxième décision et en septembre d'une baisse du crédit d'impôt » introduit Stéphane Pollack. Quelques semaines plus tard, la filière connaît un nouveau coup dur. Lors d'une réunion ministérielle, le gouvernement décide purement et simplement d'instaurer un moratoire de 3 mois sur le photovoltaïque. « Nous avons des demandes de raccordements qui ont été bloqués de par le moratoire. » Si les installations pour les particuliers ne sont pourtant pas concernées, pour nos entreprises savoyardes, depuis le 9 décembre la situation se complique. C'est un véritable coup d'arrêt qui menace les emplois : « Nous sommes incapables de dire à nos prospects les conditions dans lesquelles les installations vont se faire, quels tarifs, quelles aides. D'autre part l'image du photovoltaïque s'est dégradée. On essaye de nous faire passer pour des éco-



De gauche à droite : A. Portier, P. Salles, N. Guettet, S. Pollack.

Pourquoi de telles décisions aujourd'hui ?

Il est évident que le solaire photovoltaïque ne semble plus avoir les grâces du gouvernement. Pourquoi ? d'une part il est clair que les aides proposées coûtent évidemment chères.

deuxième point, il est en lien direct avec l'explosion du photovoltaïque. En 2006 le plan pluriannuel d'investissement prévoyait d'atteindre 5400 mégawatts installés en France en 2020. Au rythme actuel, le chiffre serait dépassé d'ici 2 ans. Il

faut donc freiner la machine. Ridicule pour les professionnels : « On ne peut faire croire qu'on installe trop de panneaux, ces 5400MW ne représentent rien quand on sait que l'Allemagne installe 70000MW par an. »

Freiner les installations ce sera aussi freiner la filière industrielle en plein essor : « le fait de brider le marché va éloigner les investisseurs. Un américain avait ainsi prévu de s'installer à Toulouse, sa décision est reportée. »

délinquants. » Au final André Portier affirme avoir perdu 50% des commandes auprès des particuliers.

« Nous demandons juste un peu de visibilité et de bon sens. Il n'y a jamais eu de cadre stable. » Tous conscients autour de la table qu'il fallait « recadrer les choses. Oui il y a eu de la spéculation due à l'explosion du photovoltaïque. Nous avons

l'impression aujourd'hui d'être mis de côté alors que ce ne sont pas nos petites entreprises les plus grandes responsables. » En cause, ils pointent du doigt des grands groupes spécialistes des énergies fossiles qui ont pris le train en marche. Ils se refuseront à les nommer. La nécessité de prendre des mesures ne fait en revanche aucun doute pour eux. Ils vont même plus loin quant à la baisse du crédit d'impôt. « À terme, cette aide doit disparaître. » Comme la prime à la casse elle avait pour mission d'inciter. Mission plus que réussie. Quant à la baisse du tarif du rachat là aussi, les 4 professionnels se montrent des plus lucides. « Aujourd'hui le prix de rachat en Allemagne est de 33 cts, en France nous sommes à 58 cts. Bien sûr que

nous devons baisser ce prix, l'Allemagne a su le faire de manière douce. Alors que le climat pour nous est loin d'être serein. Les décisions se prennent vite, sans concertation. »

A chaque chose malheur est bon, elle aura permis une réelle solidarité entre les installateurs du bassin qui insistent : « il ne s'agit pas de rentrer en guerre ou de nous opposer aux changements. » Ils tiennent juste à crédibiliser leur travail. « On a jeté l'opprobre sur le métier en affirmant par exemple que de nombreux panneaux provenaient d'Asie. Je peux affirmer en mon nom et celui des personnes qui sont ici que je n'ai jamais posé un panneau asiatique » lâchera Stéphane Pollack. Alors ils se battent pour mettre en avant leur savoir-faire, leurs convictions. « Le choix de panneaux photovoltaïque reste rentable, les matériaux ont évolué et nous restons confiants, d'autant qu'il y a encore beaucoup de toits à équiper ! À la base, les aides constituaient la cerise sur le gâteau. » Au-delà la rentabilité il s'agit surtout de faire des choix, les bons, d'assumer son engagement jusqu'au bout parmi toute une palette d'énergies renouvelables...

CINDY GOMES